

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 17/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUN CHEMICAL

Zone D2A Nantes Atlantique

Rue René Fonck

44860 Saint Aignan de Grand Lieu

Références : N2-2023-1000

Code AIOT : 0006301639

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2023 dans l'établissement SUN CHEMICAL implanté 20 rue René Fonck Zone D 2A Nantes Atlantique 44860 Saint-Aignan-Grandlieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUN CHEMICAL
- 20 rue René Fonck Zone D 2A Nantes Atlantique 44860 Saint-Aignan-Grandlieu
- Code AIOT : 0006301639
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUN CHEMICAL est spécialisée dans la fabrication d'encre liquide pour l'héliogravure et la flexographie. Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral codifié du 29 mai 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de la précédente inspection
- l'état des stocks de liquides inflammables
- les conditions de stockages

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Emissions de composés organiques volatils	AP Complémentaire du 29/05/2020, article III.2 Titre III	/	Sans objet
4	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9-II 1	/	Sans objet
5	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9-II 2	/	Sans objet
6	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9-II	/	Sans objet
7	Etat des matières stockées - Mise à jour	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30	/	Sans objet
9	Utilisation et stockage de nitrocellulose	Arrêté Préfectoral du 29/05/2020, article VII.2.1	/	Sans objet
10	Matérialisation des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 29/05/2020, article VII.1.1	/	Sans objet
12	Propreté de l'installation	Arrêté Préfectoral du 29/05/2020, article VII.3.7	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accessibilité aux zones de stockage	Arrêté Préfectoral du 29/05/2020, article VIII.2.2	/	Sans objet
3	Moyens de secours contre les émissions toxiques	AP Complémentaire du 29/05/2020, article VII.2.4 Titre VII	/	Sans objet
8	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	/	Sans objet
11	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 29/05/2020, article VII.3.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a engagé des actions suite à la dernière inspection. Celles concernant l'accessibilité de la plate-forme de stockage extérieur et la formation sur les risques de la nitrocellulose sont à finaliser. Le plan de gestion des solvants 2022 a bien été corrigé. En revanche, les émissions totales de COV dépassent le seuil autorisé. Considérant ce dépassement, les nombreuses observations déjà formulées par l'inspection des installations classées sur les PGS des années passées (notamment sur le respect de la méthodologie d'établissement du PGS), la nature de l'activité (les solvants utilisés pour la production des encres ont vocation à rester dans le produit), le niveau important des émissions et les constats réalisés dans l'atelier de production (pots ouverts), l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'une part de faire expertiser son PGS par un autre bureau d'études afin de vérifier sa justesse, et d'autre part de faire auditer son process de production afin d'identifier des actions de réduction des émissions de COV à la source et de respecter la valeur limite d'émission des COV. L'exploitant s'est engagé à répondre favorablement à cette demande par lettre du 3 octobre 2023.

L'état des stocks détaillés existe mais doit être amélioré afin de répondre à l'objectif de la prescription applicable. L'état des stocks à destination du public doit être constitué.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accessibilité aux zones de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2020, article VIII.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Intervention des secours
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition des services d'incendie et de secours des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.
Constats : Le 14/10/2022, l'inspection des installations classées avait constaté sur la plateforme extérieure la mise en place de 3 passages mais ceux-ci ne semblaient pas suffisamment larges pour permettre aux engins des services d'incendie et de secours d'y accéder facilement. La plateforme extérieure (emplacement sur bitume avec contenants vides) a été aménagée avec deux allées de 7 mètres. A ce jour ce nouvel aménagement n'a pas fait l'objet de marquage au sol définitif, les services de secours ne l'ayant pas encore validé. Un rendez-vous avec le SDIS est programmé sur site le 19/10/2023.
Observations : Après réalisation du marquage au sol, l'exploitant devra en informer l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Emissions de composés organiques volatils

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/05/2020, article III.2 Titre III
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de composés organiques volatils
Prescription contrôlée : Le flux annuel des émissions totales (canalisées et diffuses) respecte les dispositions suivantes : si la production d'encres et vernis, exprimée en tonnes, est comprise entre 0 et 9 000 tonnes par an incluses : $E_{\text{totales}} = 11,10 \cdot 3 \times T_{\text{produits finis}}$ E_{totales} : émissions canalisées et diffuses en COV exprimée en tonnes/an $T_{\text{produits finis}}$: quantité de produits finis (peintures, vernis, ect.) fabriquées par la société en tonnes/an Si la production d'encres et vernis est supérieure à 9 000 tonnes/an, les émissions totales de COV seront au maximum de 100 tonnes par an. Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 3 % de la quantité de solvants utilisée. Le flux des émissions diffuses ne comprend pas les solvants vendus avec les préparations dans un récipient fermé hermétiquement. Cette disposition ne s'applique pas si les émissions totales (diffuses et canalisées) de COV sont inférieures ou égales à 3 % de la quantité de solvants utilisée.
Constats : Le Plan de Gestion des Solvants (PGS) 2022 a été reçu par l'inspection le 04/04/2023 montrant que les émissions totales de COV étaient de 128 tonnes. Bien que la production d'encres et vernis soit supérieure à 9 000 t, la valeur limite d'émission est limitée à 100 t/an dans l'arrêté préfectoral, soit 28 t au-dessus de la valeur limite. L'exploitant informe que l'oxydateur en place a été récupéré depuis un autre site et qu'il est sur-dimensionné puisque utilisé qu'à 50 % de ses capacités. Par

<p>ailleurs, l'inspection des installations classées a pu constater que sur une ligne de production le process pouvait être amélioré afin de diminuer les émissions de COV tout en protégeant les travailleurs : pot d'encres non clos après la phase de remplissage, bras d'aspiration à proximité des lieux d'aspiration.</p> <p>Par lettre du 3/10/2023, l'exploitant s'est engagé à faire expertiser son PGS, ainsi que son process pour diminuer les rejets. Il a transmis un bon de commande signé du 2/10/2023 pour réaliser l'expertise du PGS.</p> <p>Un plan d'actions est ainsi attendu afin de réduire au maximum les émissions de COV et respecter la valeur limite d'émission (100 t).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de secours contre les émissions toxiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/05/2020, article VII.2.4 Titre VII
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre les émissions toxiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Une formation spécifique est assurée à l'ensemble du personnel du site. Cette formation comporte notamment des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à leur établissement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées lors de sa dernière visite avait demandé qu'une formation spécifique soit dispensée au personnel sur les risques liés à la nitrocellulose et sur les moyens de protection et d'intervention affectés à l'établissement.</p> <p>Une formation sur l'intervention et les moyens de protection a été réalisée le 07/09/2023. Une liste d'émargements des participants a été transmise par mail le 29/09/2023.</p> <p>L'exploitant a informé par mail en date du 29/09/2023 qu'une formation destinée aux manipulateurs et au service risque nitrocellulose était programmée fin novembre 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9-II 1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p>

<p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un état des stocks de matières dangereuses, néanmoins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le niveau de détail de la localisation est trop précise : numéro d'allée, de case avec mention de positionnement gauche/centre/droite, de hauteur. - les propriétés utiles mentionnées sont issues des fiches de données de sécurité mais sans faire apparaître les rubriques - les familles de mention de danger n'apparaissent pas - les matières sont identifiées par un numéro d'identification commerciale. <p>Cet état de stock ne fait pas mention de matières non dangereuses, comme les emballages, palettes, et autres combustibles potentiels (réserve fuel groupe motopompe ?). Et aucun plan de stockage n'y est associé.</p> <p>Cet état des stocks doit être amélioré afin de répondre à l'objectif détaillé dans la prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : État des matières stockées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9-II 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks répondant au besoin de la population.</p> <p>Ce format est donc à constituer.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9-II
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses ainsi que pour les liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.
Constats : L'état des stocks présenté est mis à jour en fonction des états de commandes (entrées et sorties), et est accessible à tout moment. De plus un inventaire physique est réalisé deux fois par an. Aucun plan n'est associé à cet état des stocks. Les états de stocks actuels présentés par l'exploitant ne sont pas aboutis puisque réalisés par produit. Par conséquent, l'inspection des installations classées a rappelé que cet état des stocks devait être conforme aux attentes de l'arrêté ministériel en vigueur depuis le 01/01/2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Etat des matières stockées - Mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30
Thème(s) : Actions nationales 2023, Etat des matières stockées – réservoirs
Prescription contrôlée : L'exploitant tient un inventaire des stocks par réservoir. Cet inventaire est réalisé tous les jours, après le dernier transfert de liquides de la journée en cas de fonctionnement discontinu des installations. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : Cet arrêté ministériel du 03/10/2010 s'applique aux récipients fixes. L'état des stocks présenté fait état d'un inventaire par produit et non par réservoir.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
Prescription contrôlée : Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m ² ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. [En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes : 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510. La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L. - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.
Constats : Les deux zones de stockage du site disposent d'un dispositif de sprinklage, et il n'a pas été identifié de produits en vrac. A l'aide d'un télémètre, l'inspection des installations classées a vérifié que la hauteur des matières stockées en masse sur palettes (bidons de liquides inflammables de 200 l) respecte la hauteur maximale des 7,60 m. Aucun stockage en mezzanine n'a été constaté.

Observations : Définitions <i>Matières ou produits stockés en palettier</i> : produits stockés sur une palette disposée dans des râteliers (souvent dénommés racks ou palettiers) » <i>Matières stockées en masse</i> : matières conditionnées (sacs, palettes...) y compris les emballages, empilées les unes sur les autres. <i>Matières stockées en vrac</i> : matières non conditionnées posées au sol, en tas, y compris les emballages.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Utilisation et stockage de nitrocellulose

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2020, article VII.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Utilisation et stockage de nitrocellulose
Prescription contrôlée : L'exploitant respecte à minima les procédures spécifiques à la manipulation et au stockage de nitrocellulose suivantes : - le stockage est exclusivement réalisé dans un bunker dédié à la nitrocellulose ; - le bunker est maintenu fermé à clef sauf lors des opérations d'approvisionnement et des prélèvements pour fabrication ; - les lots livrés sont consommés dans les six mois suivants la livraison ; - la nitrocellulose est conditionnée en multiples emballages unitaires. Un conditionnement ouvert doit être intégralement consommé. Aucun emballage unitaire ne doit avoir lieu dans le bunker de stockage.
Constats : Un système de pastilles de couleurs a été mis en place afin de pouvoir identifier rapidement et facilement si les fûts n'étaient pas présents depuis plus de six mois. L'inspection des installations classées a constaté que le pastillage n'était pas effectif sur chaque fût carton. L'exploitant doit veiller à ce que l'opérateur procède à celui-ci et de manière visible.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Matérialisation des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2020, article VII.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Matérialisation des zones dangereuses
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques, ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosives pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations,, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour .

Constats : L'inspection des installations classées constate que sur la plateforme extérieure de stockage sur rétention, le panneau d'information est au sol. Ce dernier devra être fixé de manière perenne. L'exploitant doit vérifier si l'affichage sur l'ensemble du site est effectif.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2020, article VII.3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble des moyens prévus pour lutter contre un incendie sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Des exercices de mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'incendie sont régulièrement effectués, a minima selon une fréquence annuelle, et dans la mesure du possible avec le SDIS
Constats : Un essai de démarrage du groupe motopompe a été réalisé pendant la visite. Le groupe a démarré correctement. Des tests sont réalisés de manière hebdomadaire. Par ailleurs, des exercices POI sont programmés mensuellement (sauf pendant la période estivale).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Propreté de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2020, article VII.3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté de l'établissement
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.
Constats : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant que l'amas de feuilles présent au pied des réservoirs du bâtiment solvants soit évacué.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet